
**Synthèse du président de la Consultation:
Quatrième session de la Consultation sur la
Treizième reconstitution des ressources du FIDA**

Cote du document: EB 2024/141/R.16

Point de l'ordre du jour: 10 a)

Date: 3 avril 2024

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: INFORMATION

Questions techniques:**Kyle Peters**

Président externe

courriel: r.peters@ifad.org

Charlotte Thumser

Analyste des partenariats, reconstitution des ressources

Division de l'engagement, des partenariats et de la mobilisation des ressources à l'échelle mondiale

courriel: c.thumser@ifad.org

Ronald Hartman

Directeur

Division de l'engagement, des partenariats et de la mobilisation des ressources à l'échelle mondiale

courriel: r.hartman@ifad.org

Synthèse du président de la Consultation: Quatrième session de la Consultation sur la Treizième reconstitution des ressources du FIDA

1. Les membres de la Consultation sur la Treizième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA13), des membres de la direction et du personnel du FIDA, des observateurs et des invités se sont réunis à Paris et en ligne les 14 et 15 décembre pour parachever le rapport et la résolution sur FIDA13 et lancer officiellement le début des annonces de contributions à FIDA13. La réunion a été généreusement coorganisée par les gouvernements angolais et français.
2. Plusieurs délibérations publiques ont eu lieu en amont et en aval de la partie officielle de l'ordre du jour de cette quatrième et dernière session de la Consultation sur FIDA13. À l'ouverture de la session le 14 décembre, le Président du FIDA a présenté FIDA13 comme une occasion unique de bâtir un monde affranchi de la pauvreté et de la faim dans lequel nul n'est laissé pour compte et de réaliser nos ambitions communes et comme une chance de relancer le partenariat entre l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, les pays en développement et les membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques, moteur de la création du FIDA.
3. Les observations liminaires du Président du FIDA ont été suivies par celles des deux coorganisateur. M. Bruno Le Maire, Ministre français de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, nous a rappelé que la persistance de la faim dans le monde représentait un échec collectif, et que le FIDA avait un rôle important à jouer dans la lutte contre ce fléau. Il a également souligné la contribution essentielle du Fonds dans l'architecture financière internationale et a réaffirmé le fort soutien de la France au FIDA et à FIDA13.
4. M^{me} Carmen Sacramento Neto, Ministre angolaise de la pêche et des ressources marines, a donné quelques exemples majeurs des travaux du FIDA en Angola, et a souligné la nécessité de poursuivre les investissements dans les secteurs agricole et halieutique de son pays. Ses remarques ont démontré que le FIDA avait un fort impact dans de nombreux pays qui bénéficiaient de ses investissements, et en particulier dans des régions et des secteurs souvent hors de portée des autres organisations.
5. Après les observations liminaires des coorganisateur, l'Envoyé spécial pour FIDA13, Mohamed Béavogui, a animé un débat au cours duquel des représentants du Gouvernement angolais et du FIDA ont partagé des exemples éloquentes des travaux menés par le FIDA aux côtés du Gouvernement angolais en vue de concrétiser les priorités du pays en matière de transformation des systèmes alimentaires.
6. Le 15 décembre, un deuxième dialogue animé par Louise Baker, Directrice générale du Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, a réuni des intervenants de l'Angola, de la France, du Nigéria et du FIDA. Les délibérations ont porté sur les progrès réalisés dans le cadre de l'initiative Grande Muraille verte, le rôle de chef de file de la France dans la mise en place de l'Accélérateur de la Grande Muraille verte, des exemples de mise en œuvre de la Grande Muraille verte au Nigéria, le rôle du FIDA dans la coordination et l'exécution de programmes d'appui, et les enseignements tirés au profit de l'initiative Grande Muraille verte en Afrique australe.

7. Des représentants de l'Association internationale de développement de la Banque mondiale, du Fonds africain de développement, du Fonds asiatique de développement et de la Commission européenne ont assisté à la session à distance en qualité d'observateurs sans droit de parole.
8. L'ordre du jour a été adopté sans modification.

A. Rapport et résolution de la Consultation sur la Treizième reconstitution des ressources du FIDA

9. La direction a présenté la version révisée du rapport et de la résolution sur FIDA13, qui comprenait les dernières modifications apportées depuis la troisième session de la Consultation et la réunion intersessions tenue en novembre, ainsi que les mises à jour proposées dans le document de séance¹ publié et soumis à la session du 14 décembre 2023.
10. Les représentants ont reconnu et salué la manière inclusive dont la direction avait géré le déroulement de FIDA13, notamment dans le cadre de sessions et d'échanges informels, sans oublier la consultation en ligne destinée à recueillir par écrit et par le menu les réactions et les réponses de la direction à celles-ci. Ils ont noté que cette démarche avait permis de régler des questions sur lesquelles les points de vue des Membres ne s'accordaient pas et de dégager, en parvenant à des compromis, un consensus autour d'un ensemble ambitieux d'engagements et d'objectifs. Ainsi, le train de mesures prévu au titre de FIDA13 marquait une avancée importante pour le FIDA s'agissant de sa collaboration avec le secteur privé, du financement de l'action climatique et de l'attention privilégiée qu'il portait aux pays les plus pauvres et à ceux en situation de fragilité, conformément à sa mission fondamentale et à son principe d'universalité.
11. De nombreux Membres ont salué l'importance du travail du FIDA pour ce qui est de lutter contre l'insécurité alimentaire et d'investir en faveur de systèmes alimentaires résilients, inclusifs et durables, à un moment où les progrès vers les objectifs de développement durable n^{os} 1 et 2 étaient menacés. Les représentants ont également souligné le rôle essentiel du FIDA s'agissant de répondre aux changements climatiques, aux enjeux de biodiversité et aux situations de fragilité, de promouvoir l'inclusion sociale et les thématiques transversales et d'améliorer la coordination de la réponse mondiale à l'insécurité alimentaire, ce qui correspond à son rôle singulier dans l'architecture internationale du financement au service du développement. Les représentants se sont dits favorables aux propositions ambitieuses contenues dans la dernière version du rapport, notamment en ce qui concernait l'augmentation des parts de ressources de base à allouer aux pays à faible revenu, aux pays d'Afrique, y compris subsaharienne, et aux pays présentant des situations de fragilité, la hausse du montant cible du financement de l'action climatique et l'établissement d'un objectif plus ambitieux en matière de cofinancement.
12. De nombreux Membres ont également salué et souligné l'importance de l'appui à la coopération Sud-Sud et triangulaire et à l'innovation, et ont pris note de la contribution du FIDA à l'égalité femmes-hommes, à la nutrition, aux peuples autochtones et aux personnes handicapées dans les zones rurales. Les représentants ont en outre insisté sur l'importance pour le FIDA de continuer à renforcer ses partenariats avec d'autres acteurs, notamment les institutions financières internationales, les banques multilatérales de développement et d'autres entités des Nations Unies, en particulier les organismes ayant leur siège à Rome.
13. Dans plusieurs domaines, certains représentants ont déclaré qu'ils auraient souhaité des engagements plus forts. D'autres ont encouragé le FIDA à s'engager à s'aligner sur l'Accord de Paris, à mettre au point et à inclure un indicateur d'impact

¹ [IFAD13/4/C.R.P.1.](#)

écologique dans ses prochains cadres de gestion des résultats, à se montrer plus ambitieux en matière de nutrition et à rendre compte annuellement des progrès accomplis. Dans sa réponse, la direction a confirmé qu'elle élaborerait des propositions aux fins de l'alignement sur l'Accord de Paris et un indicateur sur l'écologie à prendre en compte dans le cadre des futures reconstitutions des ressources, ces deux aspects devant faire partie de la stratégie sur le climat, l'environnement et la biodiversité qui serait soumise au Conseil d'administration. La direction a également confirmé que le Rapport sur l'efficacité du FIDA concernant les thématiques transversales (RIME) contenait un bilan annuel des travaux du FIDA en matière de nutrition.

14. Plusieurs représentants ont évoqué les contributions additionnelles de base pour le climat et ont noté que les délibérations sur cette question devaient être considérées comme une preuve que tous les États membres collaboraient véritablement avec le FIDA et agissaient à l'unisson en vue de promouvoir FIDA13. De nombreux représentants ont également remarqué que, grâce aux contributions additionnelles de base pour le climat, le FIDA serait mieux à même d'accomplir sa mission fondamentale en luttant contre les effets des changements climatiques et de la perte de biodiversité sur l'agriculture et les communautés rurales, car il s'agissait là d'un problème central qui compromettrait la production alimentaire et les moyens d'existence de ses principaux groupes cibles. Certains représentants ont estimé que la création des contributions additionnelles de base pour le climat ou leur subsumption sous le budget ordinaire du FIDA ne reposeraient sur aucun fondement juridique à moins d'être expressément approuvées par le Conseil des gouverneurs, l'approche proposée étant donc une solution purement politique, répondant à un besoin et à des circonstances extraordinaires dans l'intérêt des objectifs communs du FIDA – une solution qui ne saurait créer de précédent dans d'autres domaines. En outre, certains représentants nourrissaient encore des inquiétudes quant à la gouvernance et à l'octroi de droits de vote, qu'ils considéraient comme une question de principe dans le cas de contributions destinées à un objectif précis; par conséquent, les précautions proposées, leur application stricte et leur examen étaient essentiels au maintien du consensus atteint dans le cadre de la Consultation.
15. La direction a pris note des préoccupations formulées et a admis que même les Membres favorables à l'instrument s'interrogeaient sur les potentielles répercussions de celui-ci sur le mandat et la gouvernance du FIDA. Elle s'est félicitée du compromis trouvé par les États membres au cours des délibérations et a réaffirmé que les contributions additionnelles de base pour le climat ne créeraient pas de précédent dans d'autres domaines et seraient assorties des garanties et des modalités de supervision prévues dans le rapport et la résolution sur FIDA13. Elle a confirmé que ces garanties devaient faire l'objet d'un suivi permanent, de manière que les contributions additionnelles de base pour le climat soient adaptées à l'objectif fixé et produisent l'effet escompté. Elle a également confirmé que le Conseil d'administration recevrait des informations actualisées sur les contributions additionnelles de base pour le climat au moins une fois par an, et qu'un examen approfondi serait présenté à mi-parcours de FIDA13.
16. Les représentants ont en outre examiné les scénarios financiers de FIDA13, et beaucoup d'entre eux se sont prononcés en faveur du scénario B. Quelques représentants ont fait remarquer que le scénario A+ était peut-être plus prudent, mais ont précisé être disposés à se rallier au consensus général favorable au scénario B.
17. La direction a confirmé que les modifications indiquées dans le document de séance, de même que les corrections mineures de fautes de frappe ou d'incohérences, seraient prises en compte dans la version finale du rapport sur la reconstitution des ressources. La direction a confirmé qu'un éclaircissement serait également apporté à la version française de la résolution. Le rapport ainsi modifié –

incluant les objectifs de financement, la matrice des engagements et le Cadre de gestion des résultats – et la résolution avaient été adoptés par consensus et seraient soumis à l’approbation du Conseil des gouverneurs à sa quarante-septième session, en février 2024.

B. Séance d’annonces de contributions à FIDA13

18. La séance d’annonces de contributions à FIDA13, qui s’est tenue le vendredi 15 décembre, s’est ouverte par une allocution du Président du FIDA et un discours de Sabrina Dhowre Elba, Ambassadrice de bonne volonté des Nations Unies pour le FIDA. Le Président du Fonds a salué le dynamisme des États membres du FIDA et des représentants qui faisaient tout leur possible pour apporter un appui sans faille aux femmes et aux hommes des zones rurales au service desquels le FIDA intervenait. Dans son discours d’ouverture, Sabrina Dhowre Elba a évoqué son travail au FIDA au cours des quatre dernières années, en soulignant l’impact de l’action du Fonds et l’immense potentiel des communautés rurales dont elle avait été témoin lors de ses visites de projets appuyés par le FIDA. Une vidéo montrant des participants à des projets financés par le Fonds et donnant la parole à des partenaires et à des sympathisants a été projetée à la session d’annonces de contributions en guise de toile de fond.
19. Les premières annonces officielles de contributions ont été faites par l’Angola et la France, pays coorganisateur. De nombreux autres États membres ont ensuite pris la parole pour annoncer leurs contributions et exprimer leur soutien aux travaux du FIDA, notamment des représentants de nombreux pays emprunteurs, qui ont évoqué les retombées des financements du FIDA dans leur pays, lesquels avaient permis de financer des investissements cruciaux dans le secteur agricole et de contribuer à la réalisation de leurs priorités nationales.
20. À la fin de la session, 48 pays avaient annoncé leurs contributions, dont ceux qui avaient soumis leur annonce avant la session. Des informations détaillées sur l’ensemble des annonces de contributions à FIDA13 reçues jusqu’alors ont ensuite été diffusées dans un document de séance publié sur la plateforme interactive réservée aux États membres, qui pourraient y formuler leurs observations jusqu’au 22 décembre².
21. Les contributions annoncées se répartissaient comme suit:
 - a) 1,041 milliard d’USD sous forme de contributions de base;
 - b) 15,3 millions d’USD sous forme de contributions additionnelles de base pour le climat, par l’Irlande et la Suisse;
 - c) 30 millions d’EUR sous forme de prêt concessionnel de partenaire, par la Finlande (l’élément de libéralité étant détaillé dans le document de séance).

Le total des contributions annoncées, qui s’élevait à 1,076 milliard d’USD, marquait une très nette avancée vers l’objectif global fixé à ce stade.

Fait notable, ce total comprenait 31 contributions qui avaient augmenté en dollars des États-Unis par rapport aux contributions à FIDA12, dont 10 affichaient une hausse de plus de 50%. Ce total incluait également trois contributions de Membres qui n’avaient pas contribué à FIDA12 – la Guinée-Bissau, la Pologne et la République centrafricaine, la Pologne ayant versé sa toute première contribution depuis son admission récente au Fonds.

22. Plusieurs États membres qui n’étaient pas encore en mesure d’annoncer leurs contributions ont confirmé leur ferme soutien aux travaux du FIDA et à l’ensemble des mesures prévues au titre de FIDA13; ils ont indiqué qu’ils continueraient à s’efforcer de confirmer leurs contributions et qu’ils resteraient en contact avec la direction du FIDA jusqu’à la fin des annonces de contributions. Certains Membres

² [IFAD13/4/C.R.P.2.](#)

ayant déjà annoncé leurs contributions ont indiqué qu'ils étudiaient aussi la possibilité de verser d'autres types de contributions.

23. De nombreux États membres ont par ailleurs souligné les importantes contributions supplémentaires qu'ils avaient récemment versées à l'appui des travaux du FIDA dans des domaines tels que l'Initiative de riposte à la crise, la nutrition, les envois de fonds et le Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones, évoquant en outre le cofinancement qu'ils avaient mobilisé au profit de projets spécifiques dans certains pays. Ils ont ainsi mis en évidence la richesse et l'étendue de leur partenariat avec le FIDA, lequel jouait un rôle important en tant qu'assembleur de financements à l'appui d'initiatives thématiques liées à son mandat et aux fins du cofinancement de ses propres investissements, réalisés dans le cadre de programmes de pays intégrés qui relevaient de son programme de travail au sens large.

C. Déclarations finales

24. Lors de la cérémonie de clôture, Sabrina Dhowre Elba a invité les représentants à visiter virtuellement certains projets financés par le FIDA et certains bureaux de l'institution dans le monde, du Bangladesh au siège à Rome, en passant par la Colombie, la Jordanie, le Kenya et le Maroc, visite au cours de laquelle les participants aux projets et le personnel du FIDA s'étaient connectés à la session d'annonces de contributions pour partager les résultats de leur partenariat avec le FIDA et décrire les potentielles conséquences des annonces de contributions à FIDA13.
25. Dans ses remarques finales, le Président du FIDA a remercié les Membres pour les annonces faites à la session d'annonces de contributions et au cours des derniers mois, et les a encouragés à faire d'autres annonces durant les prochains mois pour concrétiser l'ambition globale de FIDA13, à savoir mobiliser 2 milliards d'USD de nouveaux fonds au titre de la reconstitution des ressources et exécuter un programme de travail de 10 milliards d'USD au profit d'au moins 100 millions de ruraux.
26. Le président de la Consultation a résumé les points saillants du débat et a remercié les États membres, en particulier les coorganisateur, l'Angola et la France, le Président, la direction et le personnel du FIDA, ainsi que les interprètes et le personnel d'appui pour leur contribution non seulement au bon déroulement de la réunion, mais aussi à l'ensemble de la Consultation sur FIDA13.